

France

La croissance du 1^{er} trimestre révisée pour la troisième fois par l'Insee



Les dépenses de consommation des ménages en biens et services ont marqué le pas (0%), après avoir augmenté de 0,6% au trimestre précédent, affectées par le repli des dépenses en énergie. Ph. AFP

Selon la troisième et dernière estimation publiée par les statisticiens publics, le produit intérieur brut français a augmenté de 0,5% entre janvier et mars, soit 0,1 point de plus que prévu. Ce qui confirme l'embellie constatée ces derniers mois sur le front économique, à la faveur d'une hausse des investissements.

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a révisé pour la troisième fois, vendredi dernier, son estimation de croissance pour le premier trimestre. Cette révision confirme l'embellie constatée ces derniers mois sur le front économique, à la faveur d'une hausse des investissements, explique l'AFP. Selon la troisième et dernière estimation publiée par les statisticiens publics, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 0,5% entre janvier et mars, soit 0,1 point de plus que prévu. L'organisme public avait déjà relevé de 0,1 point sa prévision de croissance, de 0,3 à 0,4%, lors de sa deuxième estimation publiée fin mai. « Cette hausse était attendue », a indiqué à l'agence de presse Axelle Lacan, économiste à l'institut COE-Rexecode, pour qui le chiffre de 0,3% était en décalage avec plusieurs indicateurs, comme le moral des ménages et le climat des affaires. « On est plus

en ligne désormais avec les retours » des acteurs économiques, souligne-t-elle. Cette révision ne modifie cependant pas l'acquis de croissance pour 2017, c'est-à-dire le niveau que le PIB atteindrait si l'activité ne progressait pas sur les trois prochains trimestres, maintenu à +0,9%.

« On n'est pas sur une croissance extraordinaire », mais néanmoins « sur une croissance solide, reposant sur de bons fondamentaux », souligne Éric Heyer, chercheur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). « L'activité repart dans la plupart des secteurs » économiques. D'après l'Insee, cette dynamique s'explique principalement par l'investissement, et notamment l'investissement des entreprises, qui a augmenté de 1,9% au premier trimestre, favorisé par l'arrivée à échéance en avril du dispositif de sur-amortissement fiscal, un mécanisme de déduction fiscale sur les investissements. Les dépenses de consommation des ménages en biens et services ont quant à elles marqué le pas (0%), après avoir augmenté de 0,6% au trimestre précédent, affectées par le repli des dépenses en énergie. Le commerce extérieur, enfin, a lui aussi pesé sur l'activité, mais de façon plus limitée que ce qui avait été anticipé fin mai, avec une contribution de -0,6 point au lieu de -0,7 point. ■

M.T. avec agences

D'abord attendu à 0,3%, ensuite 0,4%, l'Insee a révisé à 0,5% sa prévision de croissance.